

**Convention nationale du PS sur les relations PS-PCF**  
**Discours de Lionel Jospin**  
**3 mai 1975**

Chers camarades, quand le comité directeur examine pour la première fois les rapports PS-PC le 23 novembre 1974, il décide notamment : le parti approfondira sa réflexion dans un proche avenir, lors de son congrès national du 21 janvier, 1<sup>er</sup> et 2 février 1975, et lors d'assises ultérieures consacrées à l'étude des relations entre le Parti communiste français et le Parti socialiste dans la ligne du débat historique entre les deux courants du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi un rapport écrit a été préparé pour cette convention par une commission préparatoire représentative de tous les courants de pensée du parti et notamment de la majorité et de la minorité.

Le rapport écrit que vous avez discuté dans les sections, que vous avez dans vos dossiers est donc une œuvre collective et représente le point de vue de l'ensemble des camarades de la commission préparatoire et de l'ensemble des membres du bureau exécutif qui l'ont fait approuver par une commission de lecture.

On entend dire et on lit dans la presse, ces jours-ci, que cette convention que nous tenons sur les rapports PC-PS serait inopportune. Elle le serait parce que la polémique se serait apaisée, elle le serait parce qu'une délégation du Parti socialiste aurait fait un voyage en Union soviétique, à l'invitation du Parti communiste de l'URSS.

Il est vrai que la polémique s'est apaisée, mais nous avons pourtant des choses à dire, que cette polémique dans les mois derniers nous avait conduits à examiner. Il est vrai que la polémique s'est apaisée mais nous n'avons pas l'intention dans cette convention de la relancer. Nos analyses notamment celle du rapport écrit, ne sont pas rythmées par l'actualité, notamment par l'intensité plus ou moins grande des critiques du Parti communiste, nos analyses résultant de nos décisions volontaires et notamment des décisions de nos organismes dirigeants.

Le voyage en URSS, à l'invitation du Parti communiste soviétique, d'une délégation du parti n'était pas pour nous l'occasion de chercher un quelconque avantage tactique mais répondait à des objectifs plus profonds, plus sérieux dont les résultats devront être examinés à long terme. Nous ne considérons pas qu'il y ait de rapport direct entre le voyage en URSS d'une délégation du parti et cette convention que nous consacrons aux relations entre les deux partis, communiste et socialiste, en France.

Cette convention s'inscrit naturellement dans le cadre de décisions prises par le congrès de Pau en ce qui concerne les relations entre le Parti communiste et le Parti socialiste, et c'est pourquoi nous avons indiqué aux fédérations que cette réunion d'aujourd'hui et de demain serait essentiellement une réunion de discussion entre militants socialistes, ce qui explique, vous l'avez constaté, la nature du rapport écrit, rapport essentiellement pédagogique, rapport finalement peu centré sur l'immédiate actualité, rapport, enfin, qui fait sa pâture, essentielle, des problèmes historiques et théoriques que nous avait paru faire ressurgir la controverse.

Mais il est bien évident que ce rapport oral que je présente aujourd'hui ne peut pas être une simple lecture du rapport écrit. Son objectif est simple : introduire nos débats, sa structure sera simple également : d'abord, mettre en lumière les leçons politiques essentielles que nous tirons de l'analyse à laquelle la direction du parti a procédé, notamment dans la commission de travail, ensuite donner notre appréciation sur la situation actuelle de nos relations avec le Parti communiste et sur ce que nous voulons en cette matière : quelles sont les leçons politiques essentielles que nous devons tirer de l'analyse à laquelle nous avons procédé ?

Pour ce faire, je reviendrai brièvement sur les différentes parties du rapport et surtout, dans cette première partie, sur les deux premières parties.

Quelles sont d'abord les leçons que l'on peut tirer de la partie historique du rapport ?

La leçon que des crises graves ont existé antérieurement dans l'histoire du mouvement international et du mouvement ouvrier français, que ce soit entre 1920 et 1934 avec une intensité particulière que nous avons rappelée entre 1927 et 1934, que ce soit encore en France à la veille de la deuxième guerre mondiale, que ce soit enfin au moment des années 1950.

Souvent, lors de ces crises entre les deux partis, entre les deux courants, les responsabilités ont été partagées, nous l'avons reconnu, mais souvent aussi le Parti communiste français a porté dans cette affaire une responsabilité particulière. Il est positif que la crise actuelle n'ait pas atteint l'ampleur, l'intensité, n'ait pas utilisé la terminologie que l'on trouvait lors de ces crises anciennes dont nous avons rappelé les raisons. Mais nous ne devons pas pour autant oublier ces crises anciennes, oublier donc la possibilité de crise entre nos deux organisations.

Deuxième leçon, le rapport écrit montre clairement notamment dans son début que nous acceptons de nous soumettre à la critique et d'examiner de façon objective notre propre pratique d'organisation, nous souhaiterions que le Parti communiste français accepte que sa propre pratique soit soumise aussi à un examen critique.

Troisième leçon, c'est pour dire, et nous l'avons marqué déjà, que le Parti communiste français a entamé comme nous une mutation politique profonde, même s'il l'a fait à partir de bases différentes. Il s'est ouvert à de nouvelles recherches théoriques, il suscite davantage qu'avant en son sein la discussion interne, il a pris ses distances parfois avec une certaine conception du Socialisme tentant de définir une voie originale pour notre pays. Mais le PC doit poursuivre cette mutation, aller plus loin dans son renouvellement. J'y reviendrai à la fin de ce rapport.

Quatrième leçon que nous révèle cette partie historique : nous sommes nous-mêmes un parti, une organisation en pleine mutation, c'est-à-dire que nous sommes en même temps l'héritier du socialisme démocratique d'un courant soucieux de concilier liberté et transformation sociale et en même temps un parti rompant avec la forme particulière qu'a pris ce courant historiquement en Europe, la social-démocratie, rupture que nous assumons en choisissant, non seulement l'unité de la gauche, mais aussi et surtout une stratégie de rupture avec le capital.

Cinquième leçon à travers les relations entre les deux partis : un certain nombre de problèmes permanents, nous les avons notés, se trouvent posés ; en période de division ils s'exacerbent, en période d'unité on doit pouvoir trouver le moyen de les résoudre ou de les concilier : conception du parti, conception de transition au socialisme, voilà quelques uns des points que nous avons énumérés.

La dernière controverse n'a pas manqué de les faire ressurgir, il faudra donc en débattre.

Examinons maintenant ce que nous révèle la deuxième partie du rapport, c'est-à-dire celle qui traite des aspects actuels de la controverse.

La question centrale, et nous l'avons dit dans ce rapport, est bien celle des places respectives du Parti socialiste et du Parti communiste français dans la classe ouvrière et dans la société française.

Tout l'indique, aussi bien dans le déclenchement de la polémique que dans les arguments que choisit le Parti communiste français, et la direction de ce parti l'a souligné nettement elle-même, Georges Marchais encore en dernier lieu lors du

comité central du Parti communiste français qui s'est tenu il y a quelques semaines.

Le Parti communiste en effet a pris l'habitude en France de voir le courant socialiste réduit en tant que parti à une place excessivement congrue, et à voir un parti exclu d'un véritable champ d'intervention dans les luttes sociales.

La rénovation engagée par le Parti socialiste permet simplement dans un premier temps à celui-ci, avant même de songer à gagner quelques places supplémentaires, de regagner une place normale dans la société française, et cela implique bien sûr reconquérir les positions perdues dans la classe ouvrière ; cela implique bien sûr émulation et concurrence entre les deux partis de la classe ouvrière.

De ce point de vue, on peut comprendre sans doute certaines réactions du Parti communiste, mais on ne peut pas nous demander, il ne peut pas nous demander d'intérioriser ces critiques. Personne n'a droit de propriété sur la classe ouvrière. Les deux partis proposent leurs solutions, leur façon de défendre le programme commun, ce sont les travailleurs et l'opinion publique qui tranchent.

Ce qui est vrai aussi, c'est que la pratique de la stratégie unitaire pose des problèmes nouveaux au Parti communiste, parce que cette stratégie a profité beaucoup au Parti socialiste, parce que cette stratégie ne permet plus de distinguer clairement par la pratique des deux partis lequel est réformiste, lequel est révolutionnaire, pour reprendre une distinction de nos camarades communistes. Parce que cette stratégie conduit le Parti socialiste à définir sa propre conception de la transformation de la société française, pour la confronter à celle du Parti communiste, cette conception qui s'appuie sur l'idée d'un socialisme démocratique et autogestionnaire à développer sa propre conception, et donc à montrer sa capacité à agir non seulement comme parti gouvernemental, ce que chacun savait, mais à agir comme parti de transformation sociale en France.

Le problème essentiel, je viens de le dire, était donc la question des relations entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

Que dire alors, et c'est la deuxième interrogation que formule la deuxième partie du rapport écrit, que dire alors des aspects internationaux ?

Le rapport écrit, vous l'avez constaté, aborde ces problèmes de façon nuancée, car l'analyse scientifique, en ces domaines où manquent souvent les preuves expérimentales, est malaisée, et le procès d'intention ou la supputation toujours tentant.

Les preuves de tel ou tel comportement, de telle ou telle stratégie ne sont pas toujours évidentes.

Ce que le rapport met donc en lumière, c'est la dialectique qui unit constamment les liens étroits existant entre le Parti communiste français et le mouvement communiste international, donc le Parti communiste d'Union soviétique, et l'autonomie d'analyse et d'action que ce parti en France a conquise progressivement.

De ce point de vue je crois qu'il faut dire quelques mots du voyage de la délégation du Parti socialiste en Union soviétique. Avec nos interlocuteurs, nous avons discuté de l'Europe, nous avons discuté de la sécurité, nous avons discuté de la social-démocratie, du Portugal, de la crise économique, des problèmes que rencontrerait une expérience socialiste en France, compte tenu de son environnement international, donc de problèmes qui nous concernent directement, nous et le Parti communiste français.

Mais il serait léger de tirer des conclusions hâtives de ce voyage. Que le socialisme français et le communisme soviétique se connaissent progressivement mieux, aura certainement de l'influence à terme. Cela, selon moi, n'interfère pas dans nos relations actuelles avec le PCF, donc dans la tenue de cette convention.

L'évolution des analyses et des comportements dépendra d'ailleurs moins de la volonté de tel ou tel que de l'évolution de la crise du capitalisme, que de ce qui s'achève et s'annonce actuellement en Asie du Sud-Est, voir de ce qui s'annonce en Europe; et cela intéresse et préoccupe tout le monde.

C'est pourquoi nous pouvons comprendre les hésitations que l'on prête parfois aux dirigeants soviétiques : c'est cette préférence qu'ils auraient pour le *statu quo* ou pour un certain respect de l'équilibre international. Le problème est de savoir si le respect du statu quo est encore à l'époque actuelle le véritable équilibre. Nous pouvons le comprendre, mais il faut rappeler que le Parti socialiste et le Parti communiste en France ne sont pas, eux, observateurs, mais acteurs d'un changement social devenu nécessaire dans une société comme la nôtre.

Ne pas vouloir, nous, Parti socialiste, et pour le Parti communiste, faire cette transformation sociale, serait renoncer à nous-mêmes devant les travailleurs.

Voilà ce qui marque, je crois, la différence entre l'analyse que peut peut-être faire le Parti communiste de l'Union soviétique et celle que doit faire avec nous le Parti communiste en France.

Quant à la partie « faire avancer la gauche », c'est-à-dire la troisième partie de ce rapport écrit, j'y reviendrai plus tard, et ce sera de toute façon à la convention d'en débattre et de faire, si elle le juge souhaitable, des propositions.

Ceci m'amène à la deuxième partie de ce rapport, qui est au fond : où en sommes-nous ? Que voulons-nous ?

Et d'abord, quel est le bilan que nous pouvons tirer à l'heure actuelle des derniers mois de polémique.

Premier élément de ce bilan, c'est de constater, bien sûr, que la polémique s'est apaisée. Cela semble indiscutable et le comité central du Parti communiste qui s'est tenu dernièrement a été dans une grande partie dans ce sens.

En tant que socialistes, nous en sommes satisfaits car nous pensions qu'à cette polémique la gauche n'avait rien à gagner.

Pourquoi s'est-elle apaisée ? Car après tout, camarades, nous n'avons pas changé, nous, Parti socialiste, entre le début et la fin de cette période. D'abord il semble qu'une bonne partie des travailleurs, notamment ceux sur lesquels le Parti communiste a une influence, et l'opinion comprenaient mal l'intensité et la nature de ces critiques. Surtout, et plus profondément, il nous est apparu qu'il était difficile au Parti communiste d'aller beaucoup plus loin, d'aller aussi beaucoup plus haut dans le ton sans être au seuil d'un changement de stratégie politique, au seuil de l'abandon dans les faits de la stratégie d'union de la gauche. Le Parti communiste, heureusement, n'a pas voulu faire cela.

Il est vrai aussi, cela apparaît sous nos yeux, que dans ce processus le Parti communiste a repris en main sa propre organisation, et ses cadres militants. Il les a en tous cas pratiquement séparés, sauf la dernière campagne sur l'emploi et la vie chère, de leurs camarades socialistes, de ceux qu'ils côtoyaient constamment dans le combat unitaire pendant la campagne présidentielle.

Enfin il est vrai, bien que ce problème soit plus ponctuel, que la campagne commune justement sur l'emploi et la vie chère que nous avons actuellement dans les départements pouvait difficilement se mener dans un climat de critique trop sévère.

Est-ce à dire que tout est réglé ? Nullement ! Nous avons considéré la controverse qui a été engagée avec sang-froid, c'est donc calmement que nous devons considérer son interruption. Nous devons savoir que d'autres problèmes pourront surgir plus tard.

Ce qui est essentiel, c'est plutôt le deuxième élément. Le deuxième élément, c'est de constater que le Parti socialiste n'a pas cédé à la pression politique du Parti communiste. Il faut comprendre, camarades, que nous avons été l'objet d'une offensive politique, notamment à l'occasion de notre dernier congrès, et que nous y avons résisté. La cohésion du parti a été, sauf quelques bavures ou quelques exceptions, constamment maintenue, et il continue ses progrès en militant, et dans l'opinion.

Camarades, nous n'avons pas changé non plus, le Parti communiste le sait, l'opinion le sait, entre les présidentielles et octobre 1974, puis entre octobre 1974 et mai 1975. Le Parti communiste a dû de lui-même renoncer à pousser plus avant ses controverses pour le moment. Il est vrai qu'il dit parfois qu'il nous a conduits à changer. Il tire argument du fait que nous aurions intégré ensemble dans le Comité de liaison de la gauche l'analyse selon laquelle la gauche ne devait pas gérer la crise, que cette crise n'était pas inévitable. Mais je ne crois pas, camarades, que cela a été notre position constante.

Il est vrai que si le Parti communiste en cette affaire fait à la fois les demandes et les réponses, tire argument de telle phrase pour dire que nous avons évolué sous sa pression, de telle autre pour dire que nous sommes coupables, la controverse politique est facile. C'est son droit de le dire, mais ce n'est pas exact.

Troisième point de ce bilan : comment apprécier les conséquences de cette crise pour la situation politique en France ?

Notre appréciation est que cette conséquence a été sérieuse, mais en même temps limitée. Le rapport dit qu'elle a affecté la crédibilité de l'union de la gauche, et là encore la presse s'est parfois emparée de la formule isolée de son contexte.

Sur ce point, il faut préciser les choses. Il est vrai qu'on peut penser que comme perspective politique à court terme, face à un gouvernement qui apparaissait bien défaillant bien qu'aussi menaçant au lendemain des vacances d'été - rappelez-vous par exemple cette campagne qui était menée contre le président de la République pour mettre en cause sa légèreté, cette impression d'agilité qu'on ressentait - il est vrai que comme perspective politique à court terme, l'union de la gauche a vu sa crédibilité affectée par les critiques du Parti

communiste, orientées essentiellement contre le Parti socialiste. Il a rencontré une opinion publique désorientée. Mais c'est plutôt parce que le régime lui-même a trouvé dans la désunion propice de ses adversaires un réconfort, et de ce point de vue, il faut le dire, camarades, c'est notre appréciation, la responsabilité du Parti communiste a été grande.

C'est aussi sans doute pour cela que la montée du chômage, que la politique plus autoritaire de ce régime a pu se développer encore. Mais à long terme, comme perspective, comme solution au problème de la société française en crise, au problème du chômage et de l'inflation, l'union de la gauche reste la recours pour des millions de gens, pour la masse des exploités.

Les résultats des élections partielles, les résultats plus sujets à caution des sondages le montrent, malgré la polémique et non pas grâce à elle, l'union de la gauche reste la solution historique dans ce pays.

Elles ont conduit aussi le Parti communiste, dans la dernière période, à insister surtout sur sa propre personnalité politique, à engager par prédilection des actions solitaires. Peu de contacts avec les militants socialistes d'une part, sauf pour ce qui concerne les meetings communs, et souvent d'ailleurs sans excès de zèle particuliers. Pour le reste, c'est surtout l'action du Parti communiste lui-même qui est soulignée avec insistance, en utilisant d'ailleurs des méthodes qu'on s'étonne de voir parfois teintées d'un certain gauchisme.

Même conception politique, plus profondément encore, tendant à instaurer presque systématiquement un rapport direct presque exclusif entre le pouvoir et le Parti communiste, donc une conception politique visant d'une certaine façon à exclure du jeu politique un partenaire essentiel, nous-mêmes, le Parti socialiste.

Une telle évolution, si elle devait se poursuivre, camarades, serait préoccupante car elle nous ramènerait en arrière.

Dans cette période un peu délicate, en tous cas, le parti s'est comporté de façon très responsable, mais tout en tirant pour son compte un certain nombre de leçons politiques. Il ne commettra pas l'erreur en effet de faire comme si rien ne s'était passé, parce que le ton de la polémique a baissé actuellement.

La stratégie unitaire n'est pas en cause, camarades. Le nouveau Parti socialiste s'est bâti sur cette stratégie, c'est même l'originalité de ce parti en France par rapport aux autres.

Mais le Parti socialiste doit en même temps armer ses propres militants, à la veille d'une période historique qui s'annonce passionnante mais difficile. Il

devra aussi aborder avec ses partenaires un certain nombre de problèmes politiques, afin de fonder plus durablement l'union de la gauche, afin de mieux établir les chances d'une expérience de passage au socialisme en France.

Le Parti socialiste doit affirmer pleinement sa personnalité et poursuivre sa mutation politique, ce qui m'amène à la fin de mon propos, si vous voulez : que voulons-nous ? La réponse, nous l'avons donnée dans le rapport, faire avancer la gauche. Je reviens donc ainsi sur la troisième partie, si vous voulez, du rapport écrit.

Sur ce point aussi, la presse a commencé à dire ou à écrire, ces derniers jours ou ces dernières heures, que le Parti socialiste offrait une négociation, un débat immédiat, au Parti communiste et là aussi, il faut être plus précis.

D'abord, préciser notre conception de l'alliance entre partenaires.

Ensuite, dire de quoi et comment il faudra discuter avec le Parti communiste.

Notre conception de l'alliance entre les partenaires repose d'abord sur une certitude politique maintenant. C'est ce qui est au cœur des discussions des derniers mois, c'est l'idée que le Parti communiste a, ou je devrais plutôt mieux dire que le Parti communiste cherche à donner de lui-même et de son partenaire socialiste.

Pour que les choses soient parfaitement claires, référons-nous sur ce point au rapport de Georges Marchais, au dernier comité central du Parti communiste. Que dit-il en effet ? Je cite Georges Marchais.

« On nous dit alors : vous semblez découvrir le Parti socialiste, le poids de ses notables alliés localement à la droite, le poids de son passé, de son absence de cohérence théorique. Non. Ce n'est pas pour nous une découverte. Permettez-moi de rappeler ce que nous disions devant le comité central du 29 juin 1972. Je cite... » - c'est Georges Marchais qui cite - « tout en agissant activement pour la réalisation de l'union, nous n'avons jamais perdu de vue la nature profonde de notre partenaire. Le Parti socialiste représente dans sa forme organisée le courant social démocrate réformiste tel que l'histoire l'a fait dans notre pays. Ses traits permanents en sont, au-delà de la volonté réelle ou non de promouvoir des réformes sociales et démocratiques, la crainte que se mettent en mouvement la classe ouvrière et les masses, l'hésitation devant le combat de classe face au grand capital, la tendance au compromis avec celui-ci et à la collaboration de classe, et nous ajoutons que si la signature du programme commun reflète un changement positif, il est évident que la nature profonde du Parti socialiste ne s'en trouve pas brusquement modifiée pour autant. Nous avons donc signé le

programme commun en toute connaissance de cause. Nous n'avons pas demandé au Parti socialiste qu'il modifie sa nature, et nous ne le lui demandons pas. »

Le Parti socialiste récusé cette conception, pas seulement au nom de l'égalité des partenaires dans l'union de la gauche, dans une alliance, bien que cela soit, bien sûr, non seulement une garantie juridique, mais une garantie politique pour l'évolution possible, mais parce que nous avons changé, chers camarades, parce que nous sommes en France un type de parti nouveau, différent, notamment de ce qu'était le partenaire auquel le Parti communiste s'était habitué et auquel à certaines époques, notamment la période de la guerre d'Algérie, il pardonnait d'autant mieux ses faiblesses politiques que celles-ci établissaient mieux encore la supériorité fondamentale presque par essence du Parti communiste.

Nous avons changé, et aussi parce que nous apportons fondamentalement dans l'alliance un apport original, un apport non pas secondaire mais qui vaut autant que ce qu'apporte le Parti communiste, une force militante, un parti en évolution, une capacité d'analyse neuve sur bien des problèmes et un attachement aux libertés que personne ne peut mettre en doute. L'égalité vraie entre partenaires, le respect de l'originalité de l'autre dans les engagements communs sont pour nous aussi, devant l'opinion française, des garants de la possibilité de passer au socialisme.

C'est pourquoi nous pensons que le Parti communiste est confronté par la stratégie qu'il a librement choisie à sa propre mutation ; il a changé déjà beaucoup par rapport à l'ancienne pratique de la guerre froide et du temps du stalinisme mais il doit désormais aller plus loin, il ne doit pas se contenter d'un changement de pratique politique, d'un changement de tactique ou même de stratégie. C'est toute son analyse qu'il doit véritablement faire évoluer. Le problème du Parti communiste français, selon nous, c'est qu'il existe maintenant un hiatus grandissant entre une pratique novatrice à beaucoup d'égards et une théorie qui reste encore figée. La mue est peut-être pour le Parti communiste français devenue douloureuse ; c'est sans doute ce que révèle la polémique. Nous devons aider à cette mue car c'est une garantie que cette évolution du Parti communiste, de notre propre évolution à terme.

Qu'en est-il donc du nécessaire débat avec le Parti communiste ? Et d'abord, de quoi devons-nous débattre ?

D'un certain nombre de problèmes importants que la controverse a remis en lumière et que nous avons esquissés simplement à la fin du rapport écrit. Quels sont ces problèmes ? Les relations entre partenaires de l'union de la gauche, disions-nous. Nous pensons, nous, qu'il y a deux grands partis de la classe

ouvrière correspondant à deux grands courants historiques, et non un seul parti ouvrier, le parti de la classe ouvrière qui serait le Parti communiste. Nous pensons qu'aucun ne doit avoir un rôle dirigeant, mais que les partenaires d'une alliance doivent conduire ensemble cette alliance. Est-ce cela la position du Parti communiste ?

Autre problème : la stratégie d'évolution vers le socialisme. Nos deux partis ont fait un accord sur une stratégie d'évolution vers le socialisme par la voie démocratique, c'est-à-dire sanctionnée par les élections à chaque étape. Cette stratégie passe en premier lieu par un accord de gouvernement valable pour cinq ans. Le Parti communiste garde-t-il cette stratégie ?

Problème aussi sur l'accès au pouvoir. Lors des élections législatives de 1973, le Parti communiste avait déclaré comme nous qu'en cas de victoire de l'union de la gauche, celle-ci respecterait les institutions et tenterait donc, dans un premier moment, de mettre en œuvre le programme commun de gouvernement, sous le président de la République existant, qui était à l'époque Georges Pompidou. Le Parti communiste maintient-il cette position ou en a-t-il changé ?

Autre problème enfin, touchant à la fois à la situation internationale et au problème des libertés dans la transition socialiste.

Tout en appréciant à leur juste valeur les progrès considérables réalisés dans les pays de l'Est, et de ce point de vue, le dernier voyage a, disons, démontré beaucoup de choses aux membres de la délégation du Parti socialiste, les socialistes ne font pas leur la conception du socialisme qui s'est instaurée dans les pays qui s'en réclament actuellement. Le Parti communiste considère-t-il que le socialisme, tel qu'il le souhaite, lui, Parti communiste, est réalisé dans ces pays et, par exemple, en Tchécoslovaquie ? Considère-t-il comme de l'anticommunisme les appréciations que peut porter le Parti socialiste sur la réalité interne et la politique de ces pays ?

Voilà quelques questions dont nous devons débattre. Quand et comment faudra-t-il en débattre maintenant ? Ni le rapport, ni le rapporteur ne font de propositions de date. Ni le rapport, ni le rapporteur n'ont à faire une offre formelle de négociation. Ce n'est pas là leur mandat. C'est à la convention, dans ce débat d'aujourd'hui et de demain de décider ce qui est souhaitable.

Ce qui est sûr, pourtant, me semble-t-il, c'est ceci : une telle discussion devra se mener dans les mois ou les années qui viennent, car elle est fondamentale pour les chances de succès d'une expérience socialiste en France. Peut-être cette discussion aura-t-elle lieu dans un cadre formel ? À court terme ? Ou à plus long terme ? Nous et nos partenaires en déciderons librement.

De toute façon, par nos analyses, par exemple, par notre convention sur l'autogestion qui se tiendra bientôt, en grande partie socialiste, nous fournirons des éléments pour un tel débat.

Enfin, soyons bien sûrs que nous ne ferons jamais de la discussion de tels problèmes un préalable à l'action unitaire.

J'en finis. La polémique s'est apaisée. Nous n'y avons pas contribué. Nous n'y contribuerons pas plus aujourd'hui, camarades, nous le savons tous. Ici, nous parlons entre nous, mais des échos parviendront, bien sûr, à nos camarades communistes. Qu'ils en retiennent surtout la permanence de notre volonté unitaire et aussi notre volonté de progresser, tout en restant nous-mêmes.

Alors, les conditions remplies pour des victoires de la gauche dans ce pays seront mûres. L'incapacité de la classe dirigeante, les contradictions de la société du profit, les rendent nécessaires. Ne manquons pas, par notre faute, cette occasion historique.